



Synthèse de l'étude : « évaluation de l'utilisation de la vidéo pour la formation des adhérents au service de conseil à l'exploitation familiale (CEF) de l'UGCPA/BM »

Contact : pierre.girard@fondation-farm.org

L'étude d'évaluation de l'utilisation de la vidéo pour la formation des adhérents au service de conseil à l'exploitation familiale (CEF) de l'UGCPA/BM a été réalisée par Rodrigue Hilou dans le cadre d'un stage de mémoire de maîtrise de sociologie. Ce stage a été encadré par :

- Rosanne Chabot (Docteur en génie rural, volontaire à l'UGCPA/BM)
- Pierre Girard (chargé de projets à la fondation FARM)
- Alkassoum Maïga (sociologue à l'Université de Ouagadougou)

Plusieurs personnes ont apporté un appui technique à la réalisation de ce travail :

- Loïc COLIN, docteur en sociologie du développement et de la communication
- Souleymane OUATTARA, Journaliste, Jade Productions
- Eric PASQUATI, docteur en sociologie de la communication
- Ibrahim SANA, agronome

1. Contexte et origine de l'étude

Suite à la crise alimentaire de 2008, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) a initié un partenariat avec l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) dans l'ouest du Burkina Faso. L'objectif était d'augmenter la production agricole vivrière et sa commercialisation sur les marchés locaux. La première action du partenariat a consisté à la mise en place d'un service d'approvisionnement en engrais minéral pour fournir les membres de l'organisation répondant ainsi à court terme à la nécessité d'augmenter la production agricole.

Cependant, si l'engrais minéral permet d'augmenter à court terme les rendements en céréales, il ne permet pas d'améliorer durablement la fertilité et la qualité des sols des agriculteurs. C'est pourquoi, FARM et l'UGCPA/BM ont engagé des réflexions dès 2009 sur la mise en place d'actions permettant aux agriculteurs d'améliorer leurs pratiques culturales notamment en vue d'utiliser plus de fumure organique et de compost. Ainsi, dans le cadre de son partenariat avec l'UGCPA/BM, FARM a accompagné la réalisation d'une visite d'échanges d'une délégation de l'UGCPA/BM auprès du projet Fertipartenaires¹ au Burkina Faso et dans la région de Koutiala au Mali en décembre 2010 pour rencontrer des agriculteurs ayant adopté des techniques particulières d'amélioration de la fertilité des sols : grandes fosses fumières, parc amélioré, fosse à compost bord champ et semis sous couvert végétal.

¹ Projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le CIRAD, le CIRDES et l'INERA dans la province du Tuy entre février 2008 et janvier 2012, <http://food-fertipartenaires.cirad.fr/>

Afin de restituer la visite d'échanges à l'ensemble des membres de l'UGCPA/BM, il a été décidé de réaliser des films de cette visite qui soient utilisés au retour pour faire des restitutions. Comme l'UGCPA/BM dispose également d'un service de Conseil à l'exploitation familiale², ce sont les conseillers endogènes (des agriculteurs) de ce service qui ont participé à la visite d'échanges et qui ont assuré les restitutions au retour. La société Jade Productions a quant à elle assuré la prise d'images et de sons puis la réalisation et le montage des films. Au final, quatre films ont été réalisés : un film institutionnel sur la visite d'échanges et trois fiches techniques vidéo³ portant sur les techniques vues lors de la visite.

Suite à la finalisation des films, le service CEF de l'UGCPA/BM a utilisé ces vidéos pour les formations auprès de ses membres. Suite à ce processus d'environ vingt mois, les différents partenaires de l'étude ont souhaité évaluer l'intérêt de l'utilisation de la vidéo pour la formation des membres de l'UGCPA/BM, un étudiant burkinabé en maîtrise de sociologie a réalisé cette étude entre février et avril 2012.

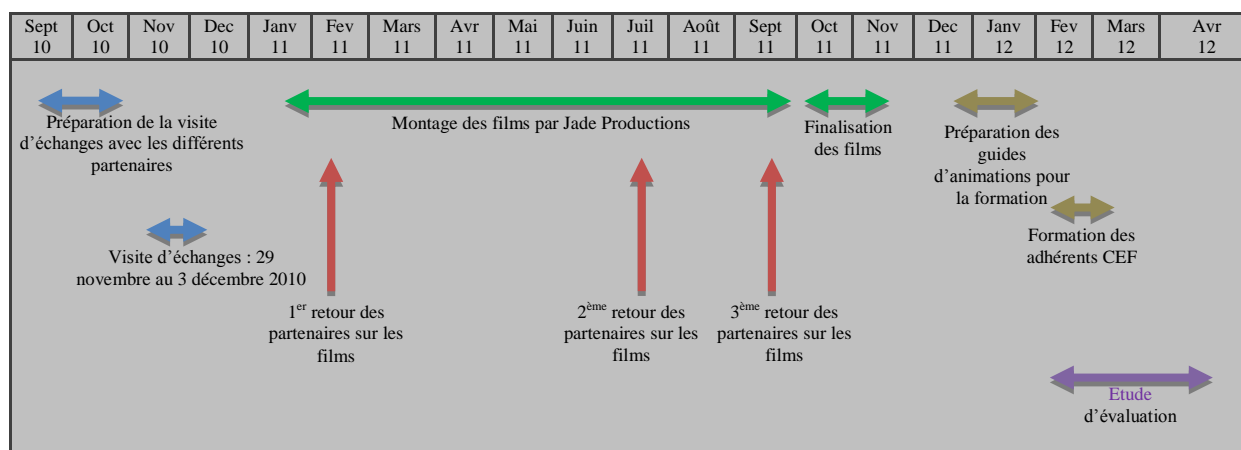


Figure 1 : Chronogramme de l'ensemble du processus : de la préparation de la visite d'échanges à l'évaluation

2. Démarche de l'étude

L'utilisation de l'outil vidéo dans le domaine du développement n'est pas nouvelle. De multiples expériences ont été menées dans des différents secteurs (santé, agriculture, etc.) et différents pays. Cependant, il y a deux aspects qui méritent d'être soulignés dans la présente démarche : associer l'outil vidéo à une visite d'échanges d'expériences entre agriculteurs et utiliser la vidéo comme support de restitution et de formation dans le cadre d'un service de conseil agricole d'une organisation de producteurs.

L'évaluation a cherché à connaître le degré d'appropriation des messages techniques par les agriculteurs, à analyser l'influence de l'utilisation de la vidéo sur l'appropriation de ces messages et à analyser l'ensemble du processus mis en place. Il est important de mentionner le fait que l'étude n'a pas cherché à évaluer l'impact des formations sur l'adoption des techniques par les agriculteurs ce qui demanderait un temps d'analyse plus long.

² Service mis en place en 2009 avec l'appui de FARM et coordonné par une volontaire ISF

³ Les 3 techniques sont : le semis sous couvert végétal, le parc amélioré et la fosse fumièrè

Ce sont 4 conseillers endogènes qui ont assuré la formation auprès d'environ 120 producteurs. L'évaluation a privilégié une approche sociologique et qualitative en se basant sur des enquêtes auprès d'un échantillon de 40 agriculteurs ayant assisté aux formations, des 4 formateurs et des différents partenaires ayant accompagné l'initiative. Les entretiens avec les agriculteurs et les formateurs ont été réalisés à deux moments : juste après la formation et quelques jours après la formation lors de discussions plus informelles dans les exploitations agricoles des agriculteurs. De plus, l'évaluation s'est aussi basée sur une observation des participants et formateurs lors des formations.

3. Résultats et enjeux

Sur l'appropriation des messages techniques

Une des premières conditions à l'appropriation du message technique est la compréhension des films et de la formation en général. La compréhension a été facilitée par le niveau d'éducation relativement élevé des agriculteurs qui ont pour la majorité un niveau équivalent à la fin de l'école élémentaire⁴.

L'appropriation des messages techniques présentés est globalement satisfaisante bien qu'elle soit variable selon les techniques. Le semis sous couvert végétal est la technique que les agriculteurs ont le moins bien comprise ce qui s'explique par la complexité même de la technique, par le fait qu'elle introduit beaucoup de connaissances nouvelles pour l'agriculteur et que c'est une des techniques qui est la moins adaptée au milieu en l'état. De plus, c'est une technique qui propose de ne pas labourer ce qui est le contraire de la majorité des messages techniques diffusés depuis trente ans dans la région (notamment par la société cotonnière).

Même si les agriculteurs ont montré une assez faible mémorisation de la mise en œuvre de des techniques dans leurs détails, ils sont capables d'identifier les points forts et points faibles de chacune d'elles par rapport à une introduction dans leur propre système de production. Ceci témoigne de l'appropriation des techniques par les agriculteurs. Dans une certaine mesure, les agriculteurs ont fait un effort d'objectivation des techniques pour s'engendrer eux-mêmes à travers leur maîtrise. La majorité des agriculteurs ont reconnu la pertinence de ces techniques qui leurs ont été présentées. D'une part, les milieux agro-écologiques des agriculteurs burkinabé et maliens possèdent de grandes similitudes (même niveau de précipitation, zones à forte production de coton et de céréales). D'autre part, les agriculteurs ont des moyens de production relativement identiques notamment en termes d'équipement (les $\frac{3}{4}$ agriculteurs burkinabé possèdent au moins une charrette et deux bovins, indispensables pour la fabrication et le transport de fumure organique). Les systèmes de production que les agriculteurs maliens et burkinabé mettent en œuvre ont donc de grandes similitudes ce qui explique que les agriculteurs burkinabé reconnaissent la pertinence des techniques présentées. Les agriculteurs burkinabé ont donc pu se rendre compte qu'ils ont les moyens, en tout cas matériel, de mettre en œuvre les techniques présentés. En outre, il semble qu'il y ait une corrélation directe entre le choix de la technique préférée de l'agriculteur parmi celles présentées et ses moyens de production. Les agriculteurs qui ont le moins de bovins (< 10) préfèrent la fosse fumièrè alors que ceux qui ont le plus de bovins ont choisi le parc amélioré, technique qui limite le travail lorsque l'agriculteur a beaucoup d'animaux (contrairement à la fosse fumièrè, il n'y a pas de besoin de retournement, tâche laborieuse surtout quand il y a de gros volumes à traiter). Bien que agriculteurs aient assimilé les techniques, peu se disent capables de les mettre en œuvre sans assistance ultérieure suite à la formation.

⁴ capacité de lire, écrire en français et de faire des calculs simples

Sur le rôle de la vidéo dans l'appropriation des messages techniques

La première condition de l'appropriation est la qualité technique de visionnage et d'écoute des films. Les formations se sont tenues en milieu rural où il n'y avait pas toujours l'électricité. Dans ce cas, il était prévu un groupe électrogène pour alimenter le matériel. Bien qu'il y ait parfois eu quelques problèmes techniques sur le matériel de diffusion, la qualité sonore et audiovisuelle des vidéos ont été généralement bien appréciées par les agriculteurs et les formateurs et cela n'a pas été considéré comme une contrainte.

Si les agriculteurs se sont globalement approprié les messages techniques, en quoi la vidéo a facilité leur compréhension et leur appropriation ? Ceci peut s'analyser à deux niveaux : celui des agriculteurs recevant la formation et celui des formateurs qui donne la formation.

« La vidéo m'a permis de faire une restitution au niveau de ma famille et de créer une discussion autour des techniques apprises. On a choisi ensemble la technique appropriée pour notre unité de production... »

KM – Nouna

L'ensemble des agriculteurs a reconnu que la vidéo permet de mieux comprendre les techniques présentées en rendant plus crédibles ces techniques et plus vivant la formation. Ce sont surtout les images qui ont un rôle convaincant pour les agriculteurs. Ces derniers ont une légère préférence pour des formations avec cette vidéo que des formations avec un cas pratique car cette vidéo montrant l'expérience d'autres agriculteurs leur a permis de voir le contexte d'origine des techniques, de voir que d'autres agriculteurs qui leur ressemblent les utilisent ce qui les rassure et participe donc à diminuer leur perception du risque pour mettre en œuvre eux-mêmes ces techniques. Les conseillers endogènes jouent ici un rôle de garant de l'information de la vidéo. En outre, les agriculteurs ont souligné que la durée relativement courte des différents films (environ 6 minutes) leur a permis de conserver plus facilement les informations. Deux langues différentes étaient utilisées dans la vidéo : le *bambara* parlé par les maliens et le *dioula* parlé par les burkinabé. La proximité linguistique de ces deux langues permettait aux agriculteurs burkinabé de comprendre sans grandes difficultés les agriculteurs maliens interviewés et rend accessible la vidéo à des agriculteurs ne comprenant pas le français.

De leur côté, les formateurs ont aussi trouvé que la vidéo rend la formation plus vivante et qu'elle permet de conserver l'attention des participants. Selon les formateurs, les images ont permis de canaliser les questions des participants et leurs réponses. En effet, ces derniers se référaient à tel ou tel passage de la vidéo pour poser leur question, passage sur lequel le formateur pouvait revenir et expliquer. En quelques sortes, les images déportent les participants sur le lieu de la visite d'échanges. Cependant, agriculteurs comme formateurs ont reconnu que la vidéo seule n'est pas suffisante pour comprendre les techniques et que le guide pédagogique d'animation de la formation a été très important pour permettre de ne pas se reposer seulement sur la vidéo.

« La vidéo nous rassure sur la faisabilité de ce qu'on nous a appris et donne plus d'éclaircissements à travers les images » CJ – Sanaba

L'importance du processus de travail

L'élaboration de l'ensemble du processus depuis les premières réunions de préparation de la visite jusqu'à l'évaluation s'est appuyé sur une démarche de co-construction entre l'UGPCA/BM, FARM, ISF et Jade Productions. Chacun des partenaires avait une vision du résultat qui n'était pas forcément la même au départ mais chacun a apporté ses compétences spécifiques aux réflexions. Et

dans tous les cas, chacun était fortement intéressé par le caractère innovant de l'initiative et donc impliqué. D'ailleurs, bien que des termes de références aient été élaborés au début de l'initiative par l'UGCPA/BM, FARM et ISF, ils ont beaucoup évolué à travers des échanges itératifs avec Jade Productions ce qui a permis de répondre aux attentes de chacun. On est passé d'une logique de prestation de service à une véritable co-construction de l'initiative. Cependant, un des points faibles est que l'objectif pédagogique des films n'était pas clairement défini au départ, il s'est construit au fur et à mesure ce qui a engendré certaines insuffisances de la vidéo (mais qui n'ont pas compromis complètement l'appropriation des techniques). Par exemple, si cet objectif pédagogique avait été plus clair dès le départ, il aurait été souhaitable de prendre des images à différents moments de la saison pour mieux décrire les techniques.

Le processus se voulait participatif mais il aurait pu l'être encore plus si les conseillers endogènes (participants à la visite et futurs formateurs) avaient été plus impliqués dans l'étape du montage de la vidéo. Ils ont découvert la vidéo seulement une fois finalisée. Ce sont les responsables de l'UGCPA/BM qui ont commenté les différentes versions de la vidéo, il aurait été plus logique que ce soient les conseillers. En outre, l'agriculteur a été plus consommateur que co-concepteur de la vidéo. Un vrai processus participatif aurait dû permettre à tous les acteurs de participer aux différentes étapes du film, de sorte que les limites entre les producteurs de la vidéo, les acteurs et les spectateurs, s'estompent ou se chevauchent (Petit et Colin).

Conclusion

Utiliser la vidéo pour transmettre des messages techniques n'est pas un fin en soi, c'est tout d'abord un support et il faut bien identifier le type de formation pour lesquels elle peut servir. Cette expérience montre que la vidéo comme outil de restitution d'une visite d'échanges représente un outil intéressant dans la mesure où la visite est bien préparée, où l'objectif initial de la vidéo est clair et que les différents acteurs ont une vision commune. Ensuite, il faut savoir laisser de la place à une démarche de co-conception même de l'objectif et des actions à mettre en œuvre pour l'atteindre. L'originalité du film d'une visite d'échange est qu'il permet lors de la restitution de faciliter l'appropriation du message par rapport à un film plus « classique » de présentation d'une technique. En cela, c'est l'ensemble du processus qui a joué un rôle. On peut penser que le fait que les formateurs aient eux-mêmes participé à la visite d'échange et qu'ils présentent les techniques est un gage de confiance pour les agriculteurs et donc une baisse de sa perception du risque par rapport aux techniques présentées. Ceci a été possible à l'UGCPA/BM parce qu'elle disposait d'un service de conseil à l'exploitation familiale depuis 2 ans et des conseillers endogènes étaient en mesure de donner des formations.

Bien que la vidéo permette de démultiplier les effets d'une visite d'échange en restituant à un plus grand nombre d'agriculteurs les techniques rencontrées, le coût d'un tel processus demeure élevé. Il a été estimé à 40 000 FCFA par agriculteur ayant participé soit à la visite d'échanges soit à la formation avec la vidéo. Il est légitime de poser la question du coût d'opportunité d'une telle subvention. Vaut-il mieux avec ce montant subventionné directement du matériel pour les agriculteurs par exemple ? Ce coût relativement élevé milite pour une utilisation de la vidéo après la formation afin de toucher plus de personnes (et donc diminuer le coût unitaire) ce qu'on appelle la deuxième vie de la vidéo. Même si cela n'était pas prévu au départ, les agriculteurs ont demandé à avoir une copie des films pour pouvoir se recycler et les partager au sein de leur famille ou de leur voisinage. Dans l'ouest du Burkina Faso, il n'est pas rare de voir des agriculteurs qui utilisent des panneaux solaires pour alimenter une batterie qui leur sert le soir à quelques usages domestiques (lumière et télévision

notamment). Plus de $\frac{3}{4}$ des agriculteurs disent avoir un accès facile à la télévision dont ils se servent essentiellement pour regarder les informations. Ainsi, il existe un potentiel certain pour la deuxième vie de ces films. En plus, afin de diminuer le coût, l'UGCPA/BM pourrait également réfléchir à proposer des prestations de formations pour d'autres organisations de producteurs si tant est que les techniques soient adaptées au milieu et aux systèmes de production.

Enfin, si cette étude a permis d'évaluer le travail fait et l'impact à court terme sur les agriculteurs, il serait intéressant de suivre les agriculteurs sur le moyen et long terme afin de voir dans quelle mesure ils modifient leurs pratiques agricoles suite à cette formation.

L'UGCPA-BM en bref

L'Union compte aujourd'hui près de 1500 membres, dont environ 800 agriculteurs de céréales et de niébé, et 700 productrices de bissap biologique et de niébé. Elle collecte et commercialise environ 2000 tonnes de céréales par an (sorgho, maïs, mil) sur les marchés locaux et 40 tonnes de bissap certifié biologique et équitable destiné à l'exportation. Son chiffre d'affaire est d'environ 650 000 000 FCFA.

Depuis sa création, elle a mis en place plusieurs services pour ses membres :

- la collecte et la commercialisation en commun des excédents céréaliers des membres depuis 1993 ;
- des crédits en espèces, au début et au cours de la campagne, pour les besoins de l'exploitation et de la famille, dont les montants sont fonction de l'engagement des membres à livrer une quantité de céréales à l'Union depuis 1997 ;
- l'approvisionnement de ses membres en engrais minéraux à crédit, dont les montants sont fonction de l'engagement des membres à livrer une quantité de céréales à l'Union depuis 2008 ;
- la production de semences certifiées de maïs et de sorgho vendues aux membres de l'Union ou à divers clients depuis 2005 ;
- un dispositif de conseil à l'exploitation agricole depuis 2009.